



communiqué de presse - dimanche, 5 avril 2026

## La loi Alsace ou le centenaire de l'ignorance

**1926-2026. Le 7 avril, une proposition de loi visant à permettre à l'Alsace de sortir de la Région Grand Est sera examinée à l'Assemblée nationale. Il s'agit de corriger l'erreur politique de sa fusion, en 2015, avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne, résultant d'une parfaite ignorance de la singularité historique et culturelle de l'Alsace ; tout comme l'avait été, 100 ans plus tôt, sa francisation brutale, en vertu d'un roman national frelaté.**

### **2015, la faute politique du « coup de crayon »**

De l'aveu même de François Hollande, alors président de la République, les contours de la Région Grand Est dans le cadre de sa réforme territoriale de 2014-2015 résulte d'un « coup de crayon » sur un coin de table. S'il avait eu la moindre connaissance de la singularité historique et culturelle de l'Alsace, **jamais** il ne l'aurait fusionnée avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne. Une région hors-sol et artificielle aux frais du contribuable.

### **10 ans de contestation, un déni de démocratie**

Depuis la création de la Région Grand Est en 2015, 85 % des Alsacien(ne)s persistent à réclamer le retour à une Région Alsace, sortie du Grand Est : 10 ans de surdité et de mépris des gouvernements successifs qui frisent le déni démocratique, d'ailleurs dénoncé par le Conseil de l'Europe pour être une violation flagrante de la Charte européenne de l'autonomie locale(1) tandis que François Hollande se plaira à rappeler que « l'Alsace n'existe plus »(2).

### **Le malaise alsacien ?**

L'expression date de 1924 lorsque le président du Conseil Edouard Herriot, après la victoire du Cartel des gauches, va vouloir « intégrer au plus vite l'Alsace dans la République » : francisation brutale par l'école, suppression du Concordat et des particularismes locaux. Une attitude qui, là encore, résulte d'une parfaite méconnaissance de l'histoire qui conduira les Alsaciens à fonder, le 24 mai 1926, un « collectif transpartisan pour la défense de l'Alsace » baptisé *Heimatbund*. En réalité, il ne s'agit en rien d'un *malaise alsacien* mais d'un *malaise français* persistant avec l'Alsace...

### **Une sémantique tronquée**

Déstabilisés par la résistance populaire alsacienne, les pouvoirs publics - qui ne la comprennent pas, faute de culture historique - vont alors accuser les autonomistes alsaciens d'être antirépublicains, séparatistes, voire partisans d'un retour à l'Allemagne, le peuple passé à tabac (Blutiger Sonntag/Dimanche sanglant de Colmar du 22 août 1926) et ses élus accusés - sans fondement - d'atteinte à la sûreté de l'Etat (procès de Colmar, mai 1928). Un frelatage soigneusement entretenu depuis 100 ans qui, aujourd'hui encore, fait passer les autonomistes de l'entre-deux-guerres pour nazis - une ineptie, l'autonomisme étant l'antithèse du fascisme - ou de séparatistes(3).

### **L'adoption de proposition de loi Alsace, un moment historique**

A suivre [les débats de la commission des lois](#) de l'Assemblée nationale qui, lundi 30 mars 2026, examinait la proposition de loi (PPL) n°1800 visant à simplifier le millefeuille territorial par la collectivité unique déposée mardi 16 septembre 2025 par Brigitte Klinkert (Renaissance) et co-signée par [95 député\(e\)s](#), les arguments des opposants sont les mêmes qu'il y a... 100 ans ! La PPL a cependant été adoptée (après une reformulation qui ne porte pas atteinte à l'esprit du texte) par 22 voix pour / 17 voix contre. Un moment

historique que les journaux du groupe Ebra (Dernières nouvelles d'Alsace, L'Alsace, Le Républicain lorrain, L'Est républicain, etc.) n'évoquent et ne couvrent curieusement que du bout des lèvres...

### Et si vous tentiez de... comprendre l'Alsace ?

Le texte sera débattu par l'Assemblée nationale en séance plénière le 7 avril 2026. Et si, d'ici là, le président de la République Emmanuel Macron, le Premier ministre Sébastien Lecornu, les député(e)s, Franck Leroy, président de la Région Grand Est, les conseiller(ère)s régionaux(ales) mais aussi les médias prenaient la peine de... comprendre l'Alsace et les Alsacien(ne)s ? Certes, le temps est cours pour déconstruire 100 ans de roman national mais un minimum de culture historique n'éviterait-elle pas de graves erreurs politiques, si couteuses aux contribuables ? Le 7 avril 2026 n'est-il pas l'occasion, pour le Gouvernement, de reconnaître l'ineptie d'une méga-région grande comme 6 Etats belges, de manifester son respect pour les contextes locaux en évitant, par la différenciation, de confondre *unité* et *uniformité* ? Le 7 avril 2026, l'Alsace va-t-elle - enfin ! - être comprise et reconnue ou l'organisation territoriale va-t-elle continuer à s'appuyer sur... un roman, une vision idéologique sans rapport avec la réalité vécue par les citoyens ?

(1) Rapport CG30 des 22/24 mars 2016 du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe ([communiqué de presse](#))

(2) Propos tenu jeudi 7 avril 2016 à Metz en présence d'Angela Merkel, lors d'une discussion avec des jeunes franco-allemands

(3) [DNA du 9 août 2025](#). Alors qu'il n'existe, en Alsace, aucune association ni parti politique indépendantiste ou séparatiste.

Contact presse : Eric Mutschler - [contact@unsrigschicht.org](mailto:contact@unsrigschicht.org)

#### A propos...

Unsri Gschicht - *notre histoire* en dialecte alémanique - a pour ambition de faire [re]connaître l'histoire de l'Alsace - tant aux Alsaciens eux-mêmes que par-delà les Vosges et le Rhin - en se fondant sur les faits, sans a priori idéologiques, pour préserver et transmettre notre patrimoine culturel - notamment linguistique - dans un esprit de paix et de fraternité entre les peuples.

[www.unsrigschicht.org](http://www.unsrigschicht.org)



## UNSRI GSCHICHT

14 rue des Sarcelles, 67100, STRASBOURG

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}

Vous avez reçu cet email parce que vous vous figurez dans la base Cision.

[Unsubscribe](#)

